

Des intrigues en coulisses et pas de gouvernement

MAROC Par des manœuvres, le roi tenterait de préserver toute son influence au sein du gouvernement

Depuis les élections législatives du 7 octobre dernier, le Maroc n'a toujours pas de nouveau gouvernement. Un cas rare dans un pays où le poids du palais a toujours été prépondérant. Justement, ne serait-ce pas la volonté du roi d'imposer la composition de la majorité gouvernementale qui fonderait le blocage politique actuel ? Poser la question, c'est y répondre.

Rappelons les résultats du 7 octobre : le PJD (islamiste modéré) conserve la place de premier parti (125 sièges sur 395), devant le PAM (parti créé par un ami personnel du roi), 102 sièges. Les autres formations se partagent les restes : Istiqlal (46), RNI (37), MP (27), USFP (20), UC (19), PPS (12), etc. Un éparpillement des sièges typique de la « démocratie » à la marocaine.

La situation ne fait pas du tout rire Benkirane, auréolé d'un score qui n'aurait guère plu au roi, dit-on

Abdelilah Benkirane, le Premier ministre sortant, a été reconduit à son poste, pourvu qu'il réussisse à former une coalition majoritaire au parlement. Pour ce faire, il s'est assuré le soutien de l'Istiqlal et du PPS. Il lui manque donc 17 sièges pour arriver à la majorité de 198 députés. Et, petite surprise, c'est le

blocage ! Pire, trois partis inféodés au palais (RNI, MP et UC) se sont alliés pour réclamer une place de choix au gouvernement (avec les meilleurs ministères) tout en exigeant l'exclusion de l'Istiqlal de cette future majorité...

La situation ne fait pas du tout rire Benkirane, auréolé d'un score qui n'aurait guère plu au roi, dit-on. L'homme s'était démarqué de son image de « valet » de la couronne ces derniers temps, ce qui n'a donc nullement entravé sa popularité. Il se retrouve contraint d'affronter en un bras-de-fer inédit un nouveau venu en politique, Aziz Akhannouch, chef du RNI, milliardaire de son état, ministre sortant de l'Agriculture et, surtout, ami personnel du roi...

Le roi, toujours le roi. A bien y regarder, tout donne à penser que Mohamed VI souhaite favoriser la mise en place du gouvernement le plus docile possible. Historiquement, le roi du Maroc a toujours disposé de pouvoirs exorbitants, en pratique comme en influence. Les modifications constitutionnelles n'ont pas vaincu cette tradition, mais elles ont inspiré au PJD des idées d'émancipation, fussent-elles toutes relatives, qui déplaisent en haut lieu.

Dès 2007-2008, le palais avait orchestré la création d'une formation politique, le PAM (parti de l'authenticité et de la

modernité) auquel avait été accolée l'image, populaire dans de nombreux cercles de la population, de « parti du roi ». Mohamed VI avait envoyé au charbon Fouad Ali al-Himma, un ami personnel et par ailleurs son conseiller. Las pour la couronne, ce parti a échoué à rassembler assez d'électeurs pour devenir le premier parti du pays.

D'où l'idée de réveiller les traditionnels partis dits « d'administration », comme le RNI ou l'UC, qui n'ont ni programme digne de ce nom, ni personnel charismatique, ni électeurs convaincus. Sauf que le sieur Aziz Akhannouch, dûment mandaté par son ami le roi, est entré en piste avec de fortes ambitions, celle de devenir le vrai homme fort de l'exécutif.

Une vidéo a été diffusée par le PJD le 14 novembre montrant Benkirane dénoncer devant les cadres du parti « une tentative de putsch », « un complot contre la volonté du peuple »... « Je n'accepterai pas que quiconque humilie la volonté des citoyens en négociant comme si c'était lui le chef de gouvernement », a dit le Premier ministre en parlant de son rival du RNI.

L'homme sait qu'il dénonce en réalité des manœuvres royales. Un jeu sans doute risqué au royaume chérifien. ■

BAUDOUIN LOOS